



Rapport annuel

2015-2016

La solidarité en action!

Alternatives est une organisation de solidarité qui œuvre pour la justice et les droits économiques, sociaux, politiques, civils, culturels et environnementaux, au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde. Nous soutenons l'action citoyenne et la contribution autonome des mouvements populaires et sociaux dans la construction de sociétés durables. Alternatives participe aux mobilisations locales et internationales, en vue de renforcer les droits collectifs.

Notre pratique repose sur la solidité du partenariat établi avec des acteurs du Sud et du Nord : un partenariat solidaire, où prévalent la réciprocité, l'interaction et la coaction et où les acteurs locaux sont engagés dans un processus de changement social dont ils sont à la fois l'origine et la force motrice.

Nous poursuivons un travail d'éducation et de sensibilisation, à partir d'une même vision de transformation sociale, comme prolongement de toute action en solidarité internationale.

Avec nos membres, nos partenaires et nos alliés, nous œuvrons pour construire un monde :

- Où les êtres humains vivent dans la dignité et le respect et se partagent équitablement le pouvoir et les ressources nécessaires pour vivre et s'épanouir.
- Où l'on respecte la diversité des peuples et des individus ainsi que les droits civils, politiques, économiques, environnementaux, sociaux et culturels.
- Où l'on œuvre à améliorer les conditions de vie des populations par un développement qui rompt avec le paradigme de la croissance et s'appuie plutôt sur la transformation sociale et la solidarité.

Mot de la Présidence:

Une année de transition

L'année 2015-2016 fut une année de transition pour Alternatives, tant au plan financier qu'à celui des perspectives stratégiques de travail. Depuis la défaite des conservateurs, à la suite notamment de la mobilisation des mouvements sociaux, Alternatives a tout mis en œuvre pour démontrer la singularité de sa contribution au niveau du développement international. Tous les espoirs sont permis quant au retour du financement public, malgré ses limites.

Or, dans ce contexte, et compte tenu des exigences d'un tel financement, l'année 2015-2016 fut aussi l'occasion de relancer la discussion sur les perspectives stratégiques de l'organisation. La relance de l'organisation ne peut se faire que sur le seul retour du financement public et le maintien du statut d'organisme de charité. Il importe de prendre acte des nouvelles réalités.

La prochaine assemblée générale sera donc un relais important dans cette perspective, alors que le cadre de travail des cinq prochaines années lui sera soumis. Au cœur de la mission, il y a toute l'importance d'une démarche stratégique de développement des partenariats. Aussi, il est proposé de persévérer dans son engagement en regard du renforcement de l'action politique autonome des mouvements sociaux, d'ici comme d'ailleurs.

C'est avec la conviction du devoir accompli que j'ai décidé de me retirer de la présidence de l'organisation. Je présenterai toutefois ma candidature comme membre du conseil d'administration. Élu en 2010, le temps est venu pour moi de passer la main. J'ai présidé Alternatives dans une période difficile au niveau du financement, mais aussi au niveau des relations au sein de l'organisation. J'ai tenté, du mieux que j'ai pu, de protéger les emplois et l'organisation, mais aussi à soutenir ses efforts pour s'inscrire au cœur des mobilisations de la société civile.

Je veux profiter de l'occasion pour remercier tous les membres du conseil d'administration, notamment celles et ceux qui quittent cette année, de leur engagement, ainsi que tous les membres de l'équipe pour le travail accompli au cours de l'année.

L'avenir d'Alternatives passe par le renouvellement de son engagement envers l'action politique autonome des mouvements sociaux. Cette tâche est inscrite au cœur de la mission de l'organisation depuis toujours.

A handwritten signature in black ink, reading "Ronald Cameron". The signature is written in a cursive, flowing style.

Ronald Cameron,

Président d'Alternatives 2010-2016

Nos secteurs d'intervention

Les droits de la personne, la dignité humaine et la justice sociale

L'avancement des droits de la personne est central à notre action. Nous menons des initiatives qui renforcent les capacités d'hommes et de femmes à s'engager avec d'autres acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux pour faire avancer leurs droits, ceux de leurs communautés et ceux des groupes les plus vulnérables de leurs sociétés. Notre travail sur les droits de la personne s'inscrit dans une préoccupation plus vaste qui englobe la dignité humaine et la justice sociale. Ainsi, nous apportons un soutien à des organisations, des réseaux et des mouvements sociaux qui réclament l'égalité entre les hommes et les femmes, l'accès à une éducation de qualité et à un travail décent, la souveraineté alimentaire, les droits économiques et sociaux, et le respect des droits collectifs et du bien commun. Car tous ces droits s'ancrent dans des valeurs fondamentales de dignité humaine, de justice sociale et de solidarité.

En **Palestine**, d'après notre partenaire, le Teacher Creativity Centre (TCC), plus de 150 personnes ont été arrêtées par les forces israéliennes en raison de messages publiés sur Facebook entre octobre 2015 et mars 2016. Certaines de ces personnes sont confrontées à de longues peines de prison. Pour cette raison, nous avons réalisé une formation sur la cybersécurité et les droits sur l'Internet auprès d'une soixantaine de journalistes, jeunes et autres défenseurs des droits de la personne.

En **Irak**, les évolutions récentes sur le plan de la sécurité ont amené le gouvernement à bloquer les sites Web de médias sociaux et même à couper l'accès à Internet dans certaines régions. Avec nos partenaires de l'Association nationale pour la défense des droits des personnes (NADRP) et de l'Initiative de solidarité avec la Société civile irakienne (ICSSI), nous avons dénoncé cette action qui essentiellement, met à risque les militants et les citoyens en les coupant du monde extérieur. En juin, la Coalition irakienne pour la liberté d'expression appelait le gouvernement irakien à suspendre toutes les lois limitant la liberté d'expression et exigeait des mesures pour défendre la liberté d'expression et le journalisme en Irak.

Le soutien à nos partenaires soudanais a permis de déposer, en septembre 2015, un rapport important dans le cadre du processus d'Évaluation périodique universelle (EPU) des Nations Unies, rédigé avec une vaste coalition d'organisations de la société civile. Ce document met l'accent sur la liberté d'expression au Soudan, y compris la liberté des médias, les limitations sur l'accès à l'information, la censure et les violations des droits de la personne sur Internet, la protection des journalistes, en particulier des femmes, la loi antiterrorisme, ainsi que la liberté de religion, d'association et de réunion. Notre programme sur la cybersécurité a aussi formé une équipe nationale de quinze formateurs issus des mouvements sociaux soudanais.

En **Tunisie**, nous continuons notre programme de formation en cybersécurité pour soutenir les mouvements sociaux et les médias de la région. Au-delà de ce pays, notre initiative a mobilisé et formé des partenaires et d'autres défenseurs des droits de la personne au Maroc, en Égypte, au Liban, en Jordanie, et plus récemment au Sénégal et au Burkina Faso. D'une part, les formations renforcent la sécurité en ligne des défenseurs des droits de la personne et aident à mieux contourner la censure. D'autre part, le travail aide à exercer une plus grande pression sur les États ciblés en vue d'améliorer les droits relatifs à l'Internet.

En **Amérique centrale**, nous avons continué de renforcer les capacités institutionnelles de deux syndicats, la Confederación Unitaria de Trabajadores du Honduras (CUTH) et la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) du Nicaragua, ainsi qu'à améliorer le droit du travail dans les zones franches de la région. Cette collaboration, qui a

réuni des organismes variés du Québec, du Canada, d'Europe et de l'Amérique, a fait avancer les droits économiques et sociaux des travailleurs dans les maquiladoras.

La résolution de conflits, la promotion de la paix juste et de la démocratie

Dans des États et des environnements fragiles touchés par des conflits et des transitions démocratiques, nous accompagnons des acteurs de la société civile qui cherchent à rétablir la confiance et le dialogue entre les populations locales, et à faciliter la participation citoyenne dans divers processus démocratiques.

Depuis quelques années, nous soutenons aussi le travail de plusieurs associations d'Amérique centrale pour sauvegarder les droits des femmes et des hommes touchés par les activités minières. Cet appui se traduit par l'octroi de moyens financiers, matériels et techniques afin d'assurer l'accès des populations aux mécanismes de justice et d'élargir leur participation dans la gestion de leurs ressources et le développement social et économique de la région.

Cette année, nous avons notamment soutenu les efforts de notre partenaire du Salvador, le Centro de Investigación sobre Inversión y Comercio (CEICOM), qui veut porter le droit à l'eau devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme (CIRIDH), une institution judiciaire qui défend les droits fondamentaux et les libertés individuelles dans les Amériques. L'été dernier, nous avons également dépêché vers le CEICOM, un groupe de jeunes stagiaires pour appuyer le travail d'éducation sur le droit à l'eau.

La protection de l'environnement et du bien commun

Alternatives inscrit son travail sur le plan de la protection de l'environnement et du bien commun dans une perspective de justice sociale et environnementale. Il soutient des groupes et des communautés qui travaillent pour la défense de leur environnement et de leurs ressources naturelles et qui cherchent à bâtir des mécanismes de résilience face à l'impact des changements climatiques. Alternatives encourage la convergence de mouvements sociaux traditionnels, de nouveaux mouvements citoyens et de mouvements écologistes et autochtones vers les mobilisations locales pour la protection des ressources naturelles et la promotion de la justice climatique. Alternatives facilite le transfert de compétences et de connaissances en matière d'agroécologie, de gestion des systèmes alimentaires et des déchets, d'agriculture urbaine et de proximité.

À **Montréal**, notre programme en agriculture de proximité, « Nourrir la citoyenneté » explore de nouvelles façons d'interagir avec le cadre bâti, l'environnement urbain et le cycle alimentaire afin de rendre les villes plus vertes et les communautés plus en santé.

En partenariat avec des universités, des écoles primaires et secondaires, des entreprises, des municipalités et des groupes qui travaillent auprès de populations marginalisées, nous aidons à créer des potagers urbains, à promouvoir la consommation responsable, le recyclage et une meilleure gestion de déchets et à favoriser une plus grande citoyenneté alimentaire. Nos interventions s'articulent autour de trois principaux axes :

1. La formation sur les techniques et les approches de l'agriculture urbaine : programme de mentorat Écoleader, ateliers grand public et animations scolaires, conception d'outils pédagogiques sur l'horticulture, etc.
2. La réalisation de projets novateurs qui favorisent une meilleure prise en charge des espaces urbains et des systèmes alimentaires : création de jardins collectifs, recherche et développement expérimental pour

favoriser l'émergence de nouveaux modèles de développement urbain, évaluations alimentaires participatives, etc.

3. La mobilisation de citoyens et d'élus pour promouvoir une plus grande participation citoyenne dans l'élaboration de politiques publiques autour de l'alimentation et de l'environnement urbain : création et animation de réseaux, conception d'outils d'information et d'éducation, élaboration de stratégies de communication, etc.

En 2015-2016, en plus de soutenir divers projets de jardins auprès de divers publics, nous avons coordonné la deuxième édition de Cultiver Montréal, un événement qui célèbre et valorise la pratique de l'agriculture urbaine sur le territoire montréalais au moyen de foires de quartier. Organisées au mois de mai, en partenariats avec des dizaines d'organismes de Montréal, ces foires invitent l'ensemble des résidents de la ville à s'approvisionner en matériaux de jardinage, à découvrir de nouvelles initiatives agroalimentaires locales, à rencontrer des spécialistes, et à participer à des ateliers et des animations. Cette année encore, plus de 10 000 personnes ont participé aux activités organisées dans le cadre de Cultiver Montréal dans une douzaine d'arrondissements.

Cette année, avec le soutien du Jardin botanique de Montréal, nous avons également lancé les **Rendez-vous de l'agriculture montréalais**, un programme chargé de formations pour des agriculteurs urbains.

En **Amérique centrale**, nos programmes démontrent d'une plus grande capacité des acteurs locaux à participer et à influencer les processus de concertation et de négociation sur la gestion des ressources naturelles et des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Au **Salvador**, nous avons travaillé dans la région minière de Cerro Blanco et dans la Municipalité de Santa Rosa de Lima. Nos partenaires se sont aussi mobilisés au **Guatemala**, principalement dans les villes de Guatemala et Asunción Mita, dans les communautés de Santa Maria Xalapán, San Pedro Ayampúc, San José del Golfo et Huehuetenango. Au Nicaragua, nous soutenons le plaidoyer des populations de Siuna, Rosita, Bonanza et de la Mina de Limon (dans le département de León). Depuis septembre 2015, notre travail englobe aussi les populations de la région de Santa Barbara et Santa Rosa de Copán, au Honduras.

Nous avons également mis en place un fonds de soutien pour les communautés locales : le Fonds d'appui pour les femmes minières et les activités socio-économiques (Nicaragua), le Fonds d'appui pour les femmes de Cuevitas pour activités socio-économiques (Salvador) et le Fonds d'appui pour la défense légale des défenseurs des droits de la personne (Guatemala).

En **Haïti** enfin, la situation de la sécurité alimentaire demeure précaire. C'est pourquoi nous continuons de travailler avec notre partenaire de longue date, l'Aprosifa (Association pour la promotion de la santé intégrale de la famille), qui a mis sur pied une clinique communautaire desservant les bidonvilles situés au flanc du Morne Hôpital, à Port-au-Prince. L'équipe de médecins, d'infirmières et d'intervenants sociaux de la clinique se bat d'arrache-pied pour venir en aide aux mères et à leurs enfants et contribuer ainsi à réduire la mortalité et la morbidité attribuables à des états de malnutrition. Au cœur de la clinique, le centre de récupération nutritionnelle traite, chaque mois, près d'une trentaine d'enfants en bas âge. Les plus vieux intègrent la crèche, où ils ont la chance de participer à des activités culturelles et artistiques qui contribuent à leur épanouissement. Récemment, nous avons soutenu l'Aprosifa dans la création d'un potager sur un terrain attenant. En plus de fournir des fruits et des légumes frais au centre nutritionnel, ce jardin offre aussi un espace d'implication et de formation pour les mères qui y apprennent à cultiver dans un contexte urbain.

En 2015-2016, notre programme pour la Justice climatique maintient son dynamisme reconnu depuis 2011.

Notre travail auprès des jeunes

Depuis 1994, nous formons des jeunes stagiaires à la solidarité internationale, la participation citoyenne, les communications sociales et la saine gestion de l'environnement.

En 2015-2016 dans le cadre du programme *Québec sans frontières*, nous avons envoyé trois groupes de jeunes stagiaires au Cameroun, en Équateur et au Salvador. Nous avons également relancé notre programme de stage avec l'Université d'Ottawa dans le cadre duquel une dizaine de jeunes ont travaillé avec nos partenaires dans plusieurs pays du Sud.

Notre programme de mobilisation

Chaque année, nous menons plusieurs activités d'information sur une foule d'enjeux. En 2015-2016, nous avons organisé les événements suivants :

- 5 octobre : Première francophone de « Tout peut changer ».
- 24 octobre : Quels enjeux pour les mouvements sociaux durant le prochain mandat fédéral ?
- 11 novembre : Instrumentalisation politique de la femme musulmane
- 29 février Quelle transition énergétique pour le Québec ?
- 19 mars : Penser le racisme aujourd'hui
- 14 avril : Bernie Sanders et le réveil de la gauche aux États-Unis

Mais la dernière année fut surtout celle du Forum Social Mondial à Montréal où nous avons pu organiser un programme important, soutenir plusieurs autres activités ainsi que participer au processus de réflexion sur le futur des Forums sociaux, notamment au sein du Conseil International du FSM.

Au sein du FSM 2016, notre principale activité fut l'organisation de l'espace autogéré « **Changer le système, pas le climat** » conjointement avec le bureau new-yorkais de la fondation Rosa Luxemburg Stiftung (RLS). Cet espace comportait 11 ateliers et une grande conférence.

Cette grande conférence, avec **Naomi Klein** comme conférencière principale, a remporté un immense succès avec plus de 800 personnes. Ce fut la conférence la plus courue du FSM 2016. Au total, notre programme sur le climat a rejoint près de 3000 personnes, mais surtout, il a contribué à renforcer notre collaboration stratégique et travail commun avec plusieurs de nos alliés sur cette thématique. Nous avons de plus contribué largement au **Forum mondial des parlementaires**, au **Forum mondial des médias libres**, à la tenue de l'Assemblée générale du **Forum social des peuples** en plus de soutenir d'autres événements comme la table ronde « Pour un embargo militaire à l'égard d'Israël » organisée par BDS-Québec, la Grande Conférence « La Syrie dans l'étau » organisée par l'Espace émancipation et les NCS et l'atelier « Militer et mobiliser en sécurité sur le Web » organisé dans le cadre du lancement prévu cet automne du projet DSS514. Nationale. Enfin, nous avons assumé un rôle dans les comités autogérés des espaces environnement et extractivisme et pris une part active dans la préparation et la tenue de trois Assemblées de convergence, soit celles contre l'austérité et les inégalités sociales, celle contre l'extractivisme et les multinationales ainsi que celle portant sur l'avenir du Forum social mondial.

Dans le cadre du Conseil International du FSM tenu au lendemain du Forum, les représentants d'Alternatives International ont proposé de mettre en place un processus de réflexion sur la création d'une **Assemblée des mouvements en lutte**, laquelle se voudrait pérenne d'un FSM à l'autre. Nous avons été mandatés pour faciliter ce processus.

Nos outils d'éducation et de communications

Encore cette année, grâce au travail de plusieurs bénévoles issus de notre base militante, nous avons continué de publier mensuellement le *Journal des Alternatives* (JdA), en français, et le *Alternatives International Journal* (AIJ), en anglais. Chacune des publications est diffusée à plus de dix mille abonnés.

Nous avons de plus lancé le blogue SALAM sur la thématique de l'islamophobie publié mensuellement dans le Journal Metro et dans le Huffington Post Québec.

Nous avons maintenu en 2015-2016 la diffusion du magazine radio *La Solidarité en action*, une émission mensuelle d'affaires publiques sur les ondes de CIBL 101,5 FM, ainsi qu'une page dans le quotidien *Le Devoir*. Tour à tour, nous y avons parlé de solidarité internationale, d'extractivisme, d'agriculture urbaine, des droits des travailleurs, etc.

Notre service d'aide à l'emploi pour les immigrants

Nous maintenons nos services d'aide à l'emploi aux immigrants et aux nouveaux arrivants de toutes origines. Ces services ont pour objectif de faciliter la transition vers l'emploi, de les aider à comprendre les mécanismes, les règles et le fonctionnement du marché du travail québécois, de leur permettre d'acquérir des expériences de travail et de faciliter l'accessibilité et l'utilisation des services collectifs en ce domaine.

Nous offrons à la fois des services individualisés et des services collectifs de formation. Tous ces services sont gratuits et sont offerts en français, en anglais et en arabe.

La solidarité en action

Avec chaque nouveau projet et chaque nouvelle campagne, chaque nouveau membre, stagiaire ou bénévole, nous sommes de plus en plus persuadés qu'ensemble, les citoyens engagés peuvent construire des sociétés durables. C'est pourquoi nous vous invitons à « *La solidarité en action !* »

Alternatives à Montréal est membre de la [fédération Alternatives International](#), du Conseil International du [Forum social mondial](#), de l'[Association pour le progrès dans les communications](#), de l'[Association québécoise des organismes de coopération internationale](#), de la Concertation pour Haïti, de [Food Secure Canada](#), du [Réseau pour un commerce juste](#), du [Réseau québécois sur l'intégration continentale](#), du [Réseau québécois des groupes écologistes](#), de la Coalition pour la Justice et la paix en Palestine, des coalitions [Pas de démocratie sans voix !](#) et [Voices-Voix](#), du [Mouvement vigilance énergie](#), de la [Coalition pour la souveraineté alimentaire](#) et du [Regroupement des jardins collectifs du Québec et de la](#) Coalition meilleure mine

Conseil d'Administration et équipe de salariés

Ronald Cameron (Président du Conseil)

Michèle St-Denis (membre du Conseil exécutif)

Krystyna Slawecki (membre du Conseil exécutif)

Les autres administrateur-es sont : Susan Caldwell, Nathalie Guay, Guillaume Hébert, Isabelle L'héritier, Jean-Claude Balu, Pascale Chanoux, Pascale Krzykowski, Patrick Rondeau, Claude Vaillancourt, Donald Cuccioletta et Hamouda Soubhi (AlterInter).

Équipe de salariés

Michel Lambert (Directeur général)
Marcela Escribano (Amériques et Jeunesse)
Gaelle Janvier (Systèmes alimentaires)
Jimmy Linch (Levée de fonds)
Feroz Mehdi (Maghreb/Asie et Alternatives International)
Yasmina Moudda (Administration)
Khadija Mounib : (Immigration et employabilité)
Catherine Pappas (Nouvelles initiatives)
Roger Rashi (Mobilisations et justice climatique)

Stagiaires Québec sans frontières

Cameroun

Flavie Florest, Sima Youssef, Alexis Demers, Valérie Ebacher, Judith Duquette, Lydia Belhumeur, Amélie Bérubé, Sylvania Nana (accompagnatrice)

Équateur

Marianne Brisson, Stéphanie Jérémie, Charlotte Vaillancourt, Sébastien Desrosiers, Alexandra Ferland, Olivia, Beaulieu Amirault, Camélia Landry-Coutu, Alexandre Gauthier (accompagnateur)

Salvador

Justine Chénier, Audrey Parent, Sandrine L'Homme, Claudia Feuvrier, Gabriel Poisson, Simon Desrosiers, Josyane Perreault-Guité, Myriam Saindon (accompagnatrice)